



## NOTES DE RECHERCHE DU CEIM

### **La deuxième vie du Partenariat transpacifique (PTP) : le Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)**

Décembre 2017

**JUSTINE LACHANCE**

Sous la direction de Christian Deblock

CEIM-UQAM

[lachance.justine.2@courrier.uqam.ca](mailto:lachance.justine.2@courrier.uqam.ca)

## Notes méthodologiques

Malgré le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP), les onze autres parties ont choisi d'aller et ont conclu en marge du sommet de l'APEC en novembre dernier un accord de principe sur un nouveau projet d'accord, le Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP). Le tableau que nous présentons dans les pages qui suivent a pour objet de synthétiser les positions des onze parties, soit l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Dans un contexte où la motivation de plusieurs était de développer une relation commerciale privilégiée avec les États-Unis, il convient de porter une attention particulière sur les inconvénients et les menaces qui découlent de l'absence du douzième joueur et de faire la lumière sur les avantages et les opportunités qui s'offrent aux onze parties avec le PTPGP.

Pour construire le tableau, nous avons repris les informations officielles disponibles. Une couverture des articles et études scientifiques nous a permis de prendre le recul nécessaire et d'obtenir des données quantitatives plus exhaustives. Finalement, un suivi de l'actualité dans les médias à la fois dans les Amériques, en Asie du Sud-Est et en Océanie a permis d'actualiser nos informations et de replacer les discussions dans leur contexte.

Le tableau est précédé d'une note de synthèse qui a fait l'objet d'une publication dans la chronique commerciale américaine du mois de décembre 2017 :  
[http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=10945](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=10945)

## Note de synthèse

Le 11 novembre dernier, en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), les ministres des onze pays de l'Asie-Pacifique (Australie, Brunéi, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam) ont concrétisé leur désir d'aller de l'avant avec un Partenariat transpacifique (PTP) sans la présence du plus gros joueur, les États-Unis, en s'entendant sur un accord de principe. Renommé « Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) », ce projet d'accord plurilatéral marque l'intention d'entériner ce qui avait été négocié dans le texte original du PTP, à l'exception quelques dispositions qui ont été suspendues et de quatre éléments qui restent toujours à discuter avant la signature officielle.

Sommairement, outre la possibilité de bénéficier d'un accès privilégié au marché américain, les objectifs à atteindre avec le PTP restent les mêmes avec le PTPGP. Dès le début, le PTP avait comme objectif de stimuler et de promouvoir le libre-échange dans la région Asie-Pacifique. Il a également l'ambition d'élever les standards dans les domaines régis par l'accord et ainsi d'aller de l'avant en ce qui a trait à l'harmonisation des normes et de la réglementation entre l'Asie et les Amériques. Plus encore, le PTPGP permettra de renforcer la dynamique commerciale entre les partenaires via l'intégration économique en chaînes de valeur, ce qui sera profitable aux nombreuses petites-moyennes entreprises (PME) de la région. La croissance économique de l'Asie-Pacifique serait également soutenue par le développement d'un climat favorable aux investissements. Alors qu'un consensus semble s'être dessiner, il n'en reste pas moins que le retrait du géant américain transforme la dynamique des gains et des concessions des participants, ce qui ne semble cependant pas empêcher la conclusion d'un accord sur ces nouvelles bases.

Depuis le retrait annoncé par la Maison-Blanche, le premier ministre japonais Shinzō Abe assume le rôle de leader dans la renégociation. Sa position est claire : Abe n'a pas l'intention de rouvrir l'entente et d'amorcer une renégociation de tarifs, il voudra limiter les discussions aux modifications des procédures nécessaires pour que l'accord puisse entrer en vigueur sans la présence des États-Unis. Le Japon voit avec le PTPGP une opportunité de retrouver sa position stratégique en Asie qui tend à s'étioler face à la montée en puissance des économies chinoise et sud-coréenne. Selon le professeur Éric Boulanger, spécialiste de l'Asie, le soutien au PTPGP va de pair avec la diplomatie économique défendue par le Japon selon laquelle la puissance chinoise doit être endiguée. Ainsi, la résurrection du PTP procéderait de la volonté du Japon de s'imposer en tant que troisième pôle au sein d'un nouvel ordre économique et le légitimerait comme meneur de la région Asie-

Pacifique en l'absence des États-Unis et de la Chine de cet accord commercial d'envergure.

Le PTPGP permettrait également au Japon d'obtenir un accès privilégié aux marchés canadien, malaisien et néo-zélandais, ce qui est particulièrement important considérant le vieillissement de la population japonaise qui provoque un rétrécissement du marché intérieur. Les négociations du PTP ont encouragé le Japon à entreprendre une libéralisation majeure dans le secteur de l'agriculture, ce qui témoigne d'une volonté de la part de l'administration Abe de poursuivre sur la voie de la réforme et de la modernisation de leur économie. Le gouvernement japonais a, notamment, autorisé une augmentation des quotas pour les importations de riz de 78 000 à 850 000 tonnes par année (avantage pour l'Australie) et a concédé une réduction des tarifs sur le bœuf de 38,5 % à 9 % sur les quinze prochaines années, ainsi que sur le porc (avantage pour le Canada et le Mexique).

Malgré son enthousiasme à soutenir un PTP à 11, le Japon perd une précieuse opportunité de développer une relation commerciale avec les États-Unis et ses effets se répercuteraient sur ses principaux indicateurs macro-économiques. En effet, les résultats de recherches des économistes canadiens Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao parus dans leur étude « The Art of the Trade Deal: Quantifying the Benefits of A TPP Without the United States » montrent que la valeur en pourcentage du PIB réel japonais diminuerait de 0,135 % (PTP-12) à 0,039 % (PTP-11), et que le pourcentage total de ses exportations vers les pays PTP chuterait de 4,15 % à 3,32 %. Ces données confirment la principale motivation du Japon qui serait davantage stratégique et qui vise à maintenir sa position prédominante en Asie en faisant la promotion des règles libérales. Cela dit, le premier ministre japonais a maintes fois réaffirmé qu'il laissait la porte grande ouverte pour le retour éventuel des États-Unis.

De son côté, la Malaisie s'estime perdante du retrait des États-Unis du PTP. L'un de ses objectifs en prenant part aux négociations était de tisser des liens commerciaux préférentiels avec la première puissance économique mondiale. À cet effet, le gouvernement malaisien a manifesté sa volonté de rouvrir la négociation de certains tarifs puisqu'il avait concédé une grande ouverture de marché en échange d'une opportunité d'accéder au marché américain. D'ailleurs, le ministre malaisien ralenti la signature officielle du PTPGP en raison d'une réserve toujours existante par rapport à l'Annexe IV qui concerne les entreprises publiques. Il est à noter que sans la présence des États-Unis, les retombées économiques du PTPGP pour la Malaisie seraient réduites d'un tiers. Quoi qu'il en soit, le premier ministre Datuk Seri Najib Tun Razak s'est officiellement engagé à redorer l'image de son pays auprès des Américains et sou-haite concrétiser un accord de libre-échange bilatéral.

Dans le même ordre d'idées, le Viêt Nam rejoint la Malaisie du fait qu'il a également consenti à d'importantes réductions sur les tarifs douaniers, particulièrement dans le secteur du textile, en échange d'un accès au marché américain. La perte de l'opportunité de commercer de façon privilégiée avec les États-Unis dans le cadre du PTP se traduit au Viêt Nam par des pertes significatives : Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao soutiennent que la valeur réelle du PIB chuterait de 1,896 % (PTP-12) à 0,480 % (PTP-11), et que le pourcentage des exportations diminuerait de 11,99 % à 6,83 % avec la perte du joueur américain par rapport à l'accord initial. Cela dit, le Viêt Nam voit toujours le PTPGP comme une opportunité de réduire sa dépendance économique envers la Chine. À l'heure actuelle, le Viêt Nam reste insatisfait de certaines procédures liées à la règle d'origine qui les empêcheraient de bénéficier des réductions tarifaires puisque leurs chaînes d'approvisionnements, surtout pour le textile, restent tributaires de la Chine qui offre des intrants à prix concurrentiels. Le Viêt Nam continue à faire pression sur l'article 28.20 qui concerne les sanctions commerciales prévues par le mécanisme de règlement des différends.

En fin de compte, même si ces trois pays pâtissent du retrait des États-Unis, il semblerait que la promotion du libre-échange et la possibilité de contrebalancer l'influence chinoise soient des incitatifs suffisants pour poursuivre avec le PTPGP.

De tous les pays intéressés à ce que le PTPGP voit le jour, il semblerait que le Mexique soit le plus avantage par l'absence du géant américain. En plus de pouvoir renforcer la relation économique avec le Canada en consolidant les chaînes de valeur déjà existantes, le Mexique bénéficierait d'un meilleur accès aux marchés agricoles restreints du Japon, du Canada et de la Malaisie. Les économistes canadiens précédemment cités ont démontré que le PTP à 11 aurait un impact positif sur la prospérité du pays de 2,7 milliards USD alors qu'avec la présence américaine, le Mexique aurait dû assumer un impact négatif de 942 millions USD. Ils affirment également que le Mexique bénéficierait également du taux de croissance le plus favorable de son PIB, soit de 0,008 % à 0,157 % sans la présence américaine et d'une augmentation significative du pourcentage total de ses exportations vers les pays du PTP de 0,05 % (PTP-12) à 3,12 % (PTP-11). Ces retombées positives pour l'économie mexicaine s'expliquent d'ailleurs par la conservation de l'accès préférentiel au marché américain avec l'ALENA et de la possibilité de profiter d'une influence sur le marché ouest-pacifique sans la présence des États-Unis.

Ce changement dans la dynamique commerciale au Mexique pose un risque de détournement de commerce (0,35 % à 19,19 %). Par ailleurs, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) souligne que les pays de l'Amérique latine partis au PTP font face à une possible augmentation des prix des médicaments en raison de la difficulté supplémentaire pour les aux

médicaments génériques d'entrer sur le marché. La concurrence du Viêt Nam dans l'industrie textile est aussi mentionnée comme étant un point sensible.

Pour sa part, le gouvernement canadien a clairement manifesté sa volonté de prendre son temps pour la négociation en mettant l'accent sur la nécessité d'obtenir des bénéfices pour tous. D'ailleurs, il semblerait que la question de l'exception culturelle soit encore un point litigieux pour le Canada, puisqu'il s'agit de l'un des quatre éléments qui fait toujours l'objet de négociation entre les parties. Le Canada a comme objectif de profiter du prolongement de la négociation du projet d'accord pour obtenir des gains supplémentaires dans les domaines de l'environnement, de la culture, de la propriété intellectuelle et de l'agriculture. Le gouvernement canadien a affirmé vouloir respecter les préoccupations de la population et ainsi de revoir certaines dispositions relatives au mécanisme de règlement des différends entre investisseurs-États afin d'accorder moins de pouvoir aux entreprises dans leur possibilité de poursuites.

Le PTPGP est un accord important pour le Canada qui cadre avec ses efforts de diversification des partenaires commerciaux et de renforcer leur présence dans la région en pleine croissance qu'est l'Asie-Pacifique. Le PTPGP permettrait d'accéder au marché japonais sans la présence américaine, ce qui est une avancée stratégique pour affirmer l'ouverture économique du Canada en Asie. De plus, un accord de libre-échange avec sept nouveaux partenaires rime avec la création de nombreux débouchés pour les exportateurs canadiens. Sans les États-Unis, Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao concluent dans leur recherche que le Canada serait le pays qui verrait l'augmentation la plus importante de ses exportations, soit de 0,36 % (PTP-12) à 4,70 % (PTP-11), pour une valeur de 2,2 milliards USD. Il est à noter que la hausse des exportations à destination du Japon est estimée à 1,1 milliard USD. L'Australie serait un nouveau client pour la machinerie et des équipements de transport et le Viêt Nam pour certains produits alimentaires et les pièces d'automobiles. Le PTPGP serait également une opportunité pour les producteurs de porcs canadiens qui exporteraient dorénavant du côté asiatique vers le Japon, dont le marché agricole est traditionnellement restreint, le Viêt Nam, la Malaisie et Singapour.

Certains points demeurent malgré tout litigieux pour le Canada. Avec le PTP, celui-ci a ouvert 3,25 % de son marché de l'industrie laitière à ses nouveaux partenaires commerciaux, ce qui est perçu par la population locale comme une menace au système de la gestion de l'offre. De fait, le Canada s'ouvre à la concurrence étrangère, particulièrement à celle de la Nouvelle-Zélande qui est un producteur majeur dans l'industrie laitière. Avec le PTPGP, on craint également un détournement de commerce en raison d'une hausse des importations prévue de 3,6 milliards USD en provenance des autres États parties à l'entente, particulièrement

pour les pièces automobiles en provenance du Japon et des produits textiles en provenance du Viêt Nam. De plus, les dispositions relatives à la propriété intellectuelle représentent un sujet sensible pour le Canada, surtout en ce qui concerne les brevets, puisqu'elles peuvent causer des pertes d'emplois et empêcher l'entrée sur le marché de médicaments moins coûteux. Finalement, avec le PTPGP, le Canada ne pourra pas bénéficier des concessions supplémentaires accordées par les États-Unis (par rapport à l'ALENA) dans le secteur des services et du sucre. Malgré tout, toujours selon l'étude réalisée par les quatre économistes canadiens, le PTPGP provoquerait une augmentation du PIB de 0,068 % (PTP-12) à 0,082 % (PTP-11) et une possibilité de réaliser des économies tarifaires de 428 millions de dollars par année.

Pour l'Australie, le PTPGP est l'occasion de construire de nouvelles relations commerciales avec le Canada, le Mexique et le Pérou, trois pays avec lesquels elle ne possède aucun accord de libre-échange pour le moment. Dès le départ, le gouvernement australien a démontré son intérêt pour le PTP, entre autres pour les retombées positives qu'un tel accord aurait sur la croissance des emplois. Concrètement, sans la présence américaine, l'étude de Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao confirme que l'Australie verrait une légère augmentation du pourcentage total de ses exportations de -0,14 % (PTP-12) à 0,12 % (PTP-11) vers les pays du PTP. Cela peut s'expliquer notamment par un meilleur accès aux marchés canadien, mexicain et péruvien. Plus précisément, une augmentation des exportations est prévue dans les secteurs agricole et des ressources et produits énergétiques. De plus, l'Australie est intéressée à être partie à l'accord pour les effets bénéfiques sur le climat d'investissement autant au niveau national que pour les investissements étrangers.

Le Sultanat de Brunei Darussalam retirerait de nombreux avantages du PTPGP. Même sans les États-Unis, le Brunei pourrait accéder à un plus vaste marché et améliorer son profil économique, notamment en accentuant la transparence de la gestion des secteurs clés de son économie qui sont des monopoles d'État. Ce projet d'accord est une occasion de diversifier son économie qui dépend principalement du pétrole — 96 % des exportations — vers des secteurs tels que la biotechnologie et l'agroalimentaire. Le gouvernement souhaite également promouvoir l'innovation et la créativité. Toutefois, le Brunei était l'un de ces pays qui comptaient particulièrement sur le PTP pour construire une relation commerciale avec les États-Unis. Suite au sommet de l'APEC, le Brunei souhaite négocier davantage sur les mesures non conformes comprises sous les rubriques services et investissement. Néanmoins, le gouvernement n'est pas prêt à laisser tomber le projet d'accord.

La position du Chili dans le PTPGP est particulière puisque le pays possède déjà des accords de libre-échange avec tous les autres pays. Il souhaite toutefois bénéficier

des avantages relatifs à la règle d'origine qui faciliteraient le développement et l'intégration économique en chaînes de valeur dans la région Asie-Pacifique. Le PTPGP serait également une opportunité d'améliorer l'accès aux marchés agricoles fortement protégés du Japon, du Canada et de la Malaisie. Le Chili verrait son PIB réel passer d'une très légère baisse de 0,007 % à un gain tout aussi modeste de 0,006 % sans les États-Unis. L'absence du géant américain est certes une déception pour le gouvernement chilien, mais il conserve néanmoins leur accès préférentiel à leur marché en raison de leur accord de libre-échange bilatéral. En outre, la CEPALC cible également le Chili dans ses mises en garde concernant l'augmentation des prix des médicaments et la présence du Viêt Nam comme concurrent dans l'industrie du textile.

Du côté de la Nouvelle-Zélande, c'est le premier ministre sortant Bill English qui a soutenu l'initiative japonaise d'entreprendre les négociations nécessaires entre les partis afin de raviver le projet d'accord commercial. L'ancien premier ministre était un fervent défenseur de l'accord dans sa forme originale et il estimait que seules les dispositions relatives à l'entrée en vigueur devaient être revues. Toutefois, l'arrivée au pouvoir le 26 octobre dernier de Jacinda Ardern du Parti travailliste semble remettre en question l'adhésion sans équivoque de la Nouvelle-Zélande. Dès son entrée en fonction, la première ministre Ardern a fait part de ses réserves sur le mécanisme de règlement des différends investisseurs-États et a amendé sur la Loi sur l'investissement outre-mer pour spécifier que l'achat de maisons par des étrangers ne sera pas permis aux nouveaux partenaires du PTPGP, à l'exception de l'Australie.

Néanmoins, un accord de commerce de l'envergure du PTPGP permettrait à la Nouvelle-Zélande de développer des relations commerciales avec le Canada, le Mexique, le Japon et le Pérou avec lesquels elle n'a pas d'accord de libre-échange. La multiplication de nouveaux partenaires commerciaux s'accompagnerait nécessairement d'une augmentation du volume total du commerce en raison de l'instauration de tarifs préférentiels. D'un côté, les producteurs laitiers pourraient jouir d'un accès privilégié aux marchés canadiens, japonais et mexicains très compétitifs puisque les trois ont consenti à une augmentation de quotas. De l'autre, la réduction de tarifs concédée par le Japon sur les exportations étrangères de bœuf (38,5 % à 9 %) stimulera incontestablement la production bovine néo-zélandaise. De manière générale, la baisse des tarifs accordée par les pays dans les dispositions actuelles pourrait entraîner une hausse de la compétitivité pour les industries néo-zélandaises, particulièrement pour celles du textile, de la machinerie, du bois et des produits dérivés de bois, de l'aluminium, de l'acier et du fer. Ces réductions de tarifs permettraient à la Nouvelle-Zélande de réaliser des économies de 272 millions USD



chaque année. En outre, les exportations dans le domaine des services seront également en hausse.

Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président Pedro Kuczynski, le Pérou s'est engagé dans la libéralisation et l'expansion de son économie. Kuczynski souhaite rompre avec les pratiques commerciales protectionnistes de son prédécesseur ce qui explique son engouement à prendre part à divers accords multilatéraux. Avec l'APGPTP, le gouvernement péruvien souhaite particulièrement obtenir un accès aux marchés australien et néo-zélandais, et faciliter la pénétration de leurs exportations sur les marchés agricoles japonais, canadien et malaisien. Sans la présence des États-Unis, le Pérou voit la valeur de son PIB réel et de ses exportations basculer du négatif au positif. En effet, les résultats de recherche de Dade, Ciuriak, Dadkhah et Xiao prévoient que le pourcentage du PIB réel passerait d'une très légère perte de -0,018 % à un gain de 0,020 %, même chose pour les exportations antérieurement évaluées à -0,38 % qui progresserait légèrement pour atteindre 0,34 %. Certes, ce pays d'Amérique du Sud tirait avantage d'un PTP-11, en plus de pouvoir conserver son accès préférentiel au marché américain via leur accord de libre-échange bilatéral.

Outre les retombées positives pour l'économie péruvienne, le gouvernement de Pedro Kuczynski émet toutefois quelques restrictions à l'entrée en vigueur de l'accord dans sa forme originale. Dans le cadre de la renégociation, le président a affirmé sa volonté de revoir les dispositions relatives à l'application des droits d'auteurs et a manifesté son intention d'exiger une modification du mécanisme de règlement des différends investisseurs-États dans le but de protéger davantage l'État péruvien contre d'éventuelles requêtes de puissantes entreprises. Cela dit, il est à noter que le Pérou est également visé par la CEPALC concernant la hausse du prix des médicaments et la nouvelle concurrence vietnamienne.

Le gouvernement de Singapour a appuyé l'entrée en vigueur d'un PTP dans sa forme originale. La situation de Singapour est particulièrement puisqu'elle est l'hôte de la Chambre de commerce américaine la plus importante en Asie du Sud-Est, AmCham Singapore. Ainsi, militer pour un PTP tel que négocié avec les Américains va de pair avec la possibilité de conserver l'accès préférentiel pour les exportations américaines sur les marchés asiatiques. Steven Okun, président d'AmCham Singapore, soutient que le PTP offrirait le meilleur cadre commercial et surtout le plus stratégique pour veiller aux intérêts des entreprises américaines malgré leur absence formelle de l'accord. Qui plus est, Singapour voit également dans le projet d'accord l'opportunité de bénéficier d'un accès aux marchés canadien et mexicain.

Bref, le PTPGP qui renaît des cendres du PTP abandonné par les États-Unis semble véritablement s'inscrire en opposition au virage protectionnisme impulsé du côté

américain. Alors que onze pays de l'Asie et des Amériques ont choisi d'inscrire le multilatéralisme à leur agenda, reste à voir si la stratégie d'accords bilatéraux prévue par le gouvernement de Trump parviendra à faire le poids contre un bloc économique transcontinental qui se consolide et qui est voué à prendre de l'expansion.

❖ Pour l'intégralité du texte, voir :

Lachance, Justine et Guy-Philippe Wells. « Le complexe échiquier asiatique ». Sous la dir. de Christian Deblock. *Chronique commerciale américaine - Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation*, vol. 10 no 6, décembre 2017. En ligne : [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id\\_article=10945](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=10945)

## Tableau synthèse :

### L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) : positions des 11 parties

	Objectifs	Avantages	Inconvénients	Opportunités	Menaces
<i>Australie</i>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renégocier uniquement les dispositions relatives à l'entrée en vigueur de l'accord</li> <li>▪ Souhaite un PTPGP inclusif qui permettra l'adhésion à d'autres membres (Chine, Indonésie)</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Obtenir un accord de libre-échange avec le Canada, le Mexique et le Pérou (n'en possède aucun)</li> <li>▪ Approfondir les relations commerciales avec l'Asie du Sud-Est et renforcer la chaîne d'approvisionnement en Asie-Pacifique</li> <li>▪ Stimuler la croissance des emplois dans l'économie australienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmentation du pourcentage total des exportations prévue de - 0,14% à 0,12%<sup>1</sup> vers les pays PTPGP</li> <li>▪ Inclusion de clauses garantissant au gouvernement australien de ne pas faire face à des plaintes concernant la santé publique (ex : mesures antitabac) via le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'accès préférentiel au marché américain pour les exportations de sucre (exportation sensible pour l'Australie)</li> <li>▪ Impossibilité de bénéficier de l'augmentation des quotas (à 9000 tonnes) pour le fromage et de l'élimination des tarifs pour le lait écrémé, la crème glacée et le lait maternisé que les États-Unis avaient concédés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Meilleur accès aux marchés canadien, mexicain et péruvien pour les exportations de biens et services australiens</li> </ul> <p><u>Commerce des biens</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accroître les exportations dans le domaine agricole, particulièrement vers le Japon, le Mexique, le Canada, le Pérou, le Vietnam et la Malaise en raison de l'élimination de tarifs, de droits de douane et de l'augmentation des quotas</li> <li>▪ Augmentation des exportations dans le secteur des ressources et produits énergétiques vers le Mexique, le Pérou et le Vietnam dû à l'élimination des tarifs</li> </ul> <p><u>Commerce des services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diversification et expansion des exportations dans le domaine des services vers les pays PTPGP liée à la libéralisation de barrières tarifaires</li> <li>▪ Accroître l'investissement dans les pays PTP grâce à une cohérence et une régulation accrue des normes et des lois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conserver un équilibre entre le <i>Pharmaceutical Benefits Scheme</i> et les dispositions relatives à la propriété intellectuelle pour ne pas nuire au système de santé australien</li> </ul>

<sup>1</sup> En \$US. Calculs effectués par les chercheurs Carlo Dade, Dan Ciuriak, Ali Dadkhah et Jingliang Xiao.

				<p>entourant les investissements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fournir un environnement sécuritaire et davantage transparent pour attirer l'investissement étranger</li> <li>▪ Hausse du seuil de sélection des investissements étrangers privés dans les secteurs non sensibles de 252 millions \$US à 1 094 millions \$US pour tous les pays PTP</li> <li>▪ Libéralisation sur la possibilité d'investir dans les secteurs clés de tels que les ressources minières les télécommunications et les services financiers</li> </ul> <p>*A profité du dernier sommet de l'APEC pour négocier en marge un accord de libre-échange avec le Pérou. Cela serait particulièrement bénéfique pour l'industrie du sucre, pour les producteurs agricoles et les firmes de services miniers</p>	
<b><i>Brunei Darussalam</i></b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ En faveur à l'élargissement du PTP à d'autres pays</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accéder à un plus vaste marché</li> <li>▪ Développer un climat favorable pour les investissements</li> <li>▪ Promouvoir l'innovation et la créativité</li> <li>▪ Améliorer le profil économique du pays, notamment en accentuant la transparence du gouvernement dans les</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'opportunité de développer une relation commerciale privilégiée avec les États-Unis (destination majeure pour les exportations du Brunei et importante source d'approvisionnement pour les importations)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Diversifier son économie qui dépend actuellement que du pétrole (96% de ses exportations) vers des secteurs tels que la biotechnologie et l'agroalimentaire</li> </ul>	

	secteurs clés de l'économie qui sont des monopoles d'États (pétrole, télécommunications, transport et distribution d'énergie)				
<b>Canada</b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Profiter de la renégociation pour obtenir des gains supplémentaires dans les domaines de l'environnement, de la culture, de la propriété intellectuelle et de l'agriculture via des ententes parallèles</li> <li>Respecter les préoccupations de la population canadienne et revoir les dispositions relatives au ISDS afin d'accorder moins de pouvoir aux entreprises</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développer des relations commerciales avec 7 nouveaux partenaires (Australie, Brunei Darussalam, Japon, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Vietnam)</li> <li>Stimuler le commerce dans la région Asie-Pacifique</li> <li>Renforcer les liens commerciaux et la chaîne de valeur déjà existante avec le Mexique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conservation de l'accès préférentiel au marché américain (ALENA)</li> <li>Augmentation du PIB de 0,068% à 0,082% pour un PTP-11 (estimée à 4,3 milliard CAD d'ici 2040)</li> <li>Augmentation la plus importante de tous les pays PTP11 du pourcentage total des exportations : 0,36% à 4,70% vers les pays PTP (estimée à 2,2 milliards \$US)</li> <li>→ Hausse de 1,1 milliard \$US des exportations vers le Japon (porc, bœuf et produits forestiers)</li> <li>Réaliser des économies tarifaires pour 7 nouveaux marchés, soit de 428 millions de dollars par année (particulièrement à cause du commerce avec le Japon, le Viêt Nam et l'Australie)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concède 3,25% de ses parts de marché dans l'industrie laitière à ses partenaires</li> <li>Chute des exportations canadiennes nettes vers les marchés américains et mexicains prévue de 1,5 milliard \$US (particulièrement dans le secteur automobile vers les États-Unis qui diminuerait de 4,7%)</li> <li>Impossibilité de profiter de la libéralisation promise par les États-Unis pour le sucre et les services qui aurait augmenté les exportations canadiennes (concessions plus importantes que dans l'ALENA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversification des partenaires commerciaux traditionnels (États-Unis, Mexique)</li> <li>Bénéficier d'une meilleure intégration économique régionale en chaînes de valeurs avec les pays de l'Asie-Pacifique</li> <li>Accéder au marché japonais sans la présence américaine</li> <li>Nouveaux débouchés pour les exportations canadiennes de machineries, d'équipements et d'équipements de transport vers l'Australie</li> <li>Nouvelle possibilité d'exporter des aliments et des pièces d'automobile au Viêt Nam.</li> <li>Développer des opportunités de commerce pour les producteurs de porc vers le Japon, le Viêt Nam, la Malaisie et Singapour.</li> <li>Augmentation des importations de pièces automobiles en provenance du Japon, et de produits liés à l'industrie du textile du Viêt Nam</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ferait face à la compétition de la Nouvelle-Zélande, producteur majeur dans l'industrie laitière, quant à l'augmentation des importations vers le Canada</li> <li>Les dispositions concernant la propriété intellectuelle, particulièrement ceux concernant les brevets, menacent de générer des pertes d'emplois et d'empêcher l'entrée sur le marché de médicaments moins coûteux</li> <li>Exception culturelle</li> <li>Risque de détournement de commerce : hausse des importations de 3,6 milliard \$US en provenance des nouveaux partenaires commerciaux</li> </ul>
<b>Chili</b>	<p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Moindre en raison d'accords de libre-échange en vigueur avec tous les membres du PTP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation du PIB réel de -0,007% avec un PTP-12 à 0,006% avec un PTP-11</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'accès aux marchés agricoles fortement protégés du Japon, du Canada et de la Malaisie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilité de faire face à une augmentation des prix des médicaments en raison de la difficulté pour les médicaments</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Obtenir les avantages de la règle d'origine qui faciliterait le développement et l'intégration en chaîne de valeur en Asie-Pacifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Conservation de l'accès préférentiel au marché américain en raison de leur accord de libre-échange bilatéral</li> </ul>			<p>génériques de pénétrer sur le marché</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Imposition du Viêt Nam comme nouveau concurrent dans l'industrie du textile</li> </ul>
<b><i>Japon</i></b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Assumer le rôle de leader dans la renégociation de l'accord</li> <li>▪ N'acceptera pas d'entreprendre des renégociations de tarifs : voudra seulement revoir les procédures d'entrée en vigueur de l'accord</li> <li>▪ Désir énoncer un accord de principe au sommet de l'APEC en novembre 2017</li> <li>▪ Souhaite particulièrement que les États-Unis reviennent</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Retrouver la position stratégique du Japon qui tend à diminuer face à la montée en puissance des économies chinoise et sud-coréenne</li> <li>▪ Souhaite renforcer et promouvoir le libre-échange et l'harmonisation des normes dans la région Asie-Pacifique</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'opportunité de développer une relation commerciale privilégiée avec les États-Unis</li> <li>▪ Chute de la valeur du PIB réel de 0,135% à 0,039%</li> <li>▪ Diminution du pourcentage total des exportations vers les pays PTP de 4,15% à 3,32% avec un PTP-11</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Obtenir l'accès à 10 nouveaux marchés pour les entreprises japonaises dans le contexte où le marché national se rétrécit en raison du vieillissement de la population</li> <li>▪ Opportunité de réformer et moderniser l'économie japonaise (particulièrement le secteur agricole fortement protégé)</li> <li>▪ Promouvoir l'innovation et le progrès technologique au niveau national grâce à l'accès aux nouveaux marchés et aux retombées des investissements directs étrangers entrants et sortants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Libéralisation majeure du secteur de l'agriculture : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des quotas pour les importations de riz en provenance de l'Australie de 78 000 à 850 000 tonnes par année;</li> <li>- Réduction des tarifs sur les importations de bœufs de 38,5% à 9% sur les 15 prochaines années;</li> <li>- Réduction de tarifs sur le porc canadien et mexicain qui équivaut à la moitié de la consommation annuelle au Japon</li> </ul> </li> </ul>

<b><i>Malaisie</i></b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Ouvrir la négociation concernant certains tarifs puisqu'elle avait concédé une grande ouverture de marché en raison d'une circonstance opportune d'accéder au marché des États-Unis</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'accès au marché américain</li> <li>▪ Retombées économiques réduites de 1/3 (voir ¼ pour certains cas) comparativement à un PTP-12</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le Premier ministre Datuk Seri Najib Tun Razak a affirmé être prêt à aller de l'avant avec un accord de libre-échange bilatéral avec les États-Unis si le PTP ne se concrétise pas</li> </ul>	
<b><i>Mexique</i></b>	<p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Permet de renforcer la relation économique avec le Canada, notamment en consolidant les chaînes de valeurs déjà existantes entre les deux pays</li> <li>▪ Améliorer les relations commerciales avec l'Asie-Pacifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Considéré comme étant le pays le plus avantageé dans un PTP à 11 : impact négatif sur la prospérité de 942 millions \$US (PTP12) alors qu'ils jouiraient maintenant d'un impact positif de 2,7 milliards \$US</li> <li>▪ Augmentation significative du pourcentage total des exportations vers les pays PTP de 0,05% à 3,12%</li> <li>▪ Connaîtrait la croissance la plus favorable sur son PIB : estimé à 0,008% (PTP12), la croissance du PIB mexicain augmenterait à 0,157% avec un PTP11</li> <li>▪ Conservation de l'accès préférentiel au marché américain (ALENA)</li> <li>▪ Profiter d'une influence sur le marché ouest-Pacifique sans la présence américaine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amélioration de l'accès aux marchés agricoles très protégés du Japon, du Canada et de la Malaisie</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Risque de détournement de commerce : hausse la plus importante du volume des importations (0,35% à 19,19%) en provenance des 10 nouveaux partenaires commerciaux</li> <li>▪ Possibilité de faire face à une augmentation des prix des médicaments en raison de la difficulté pour les médicaments génériques de pénétrer sur le marché</li> <li>▪ Imposition du Viêt Nam comme nouveau concurrent dans l'industrie du textile</li> </ul>
<b><i>Nouvelle-Zélande</i></b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Assumer le rôle de leader dans la renégociation aux côtés du Japon</li> <li>▪ Renégocier au minimum l'accord : estime que le seul changement à apporter serait concernant les modalités pour l'entrée en vigueur de l'accord</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réduction des tarifs de 95% qui permettait de faire des économies 272 US\$ million chaque année pour les exportateurs NZ</li> <li>▪ Bénéficier de tarifs de l'ordre de 9% pour les exportations de bœufs au Japon (comparativement au tarif de 38,5% de la NPF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'opportunité de développer une relation commerciale privilégiée avec les États-Unis (pas d'accord de libre-échange bilatéral)</li> <li>▪ Négociation du PTP sous le gouvernement du parti National de Bill English -&gt; Élection de la nouvelle</li> </ul>	<p><u>Accès au marché des biens</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Augmenter le volume total du commerce en raison des tarifs préférentiels</li> <li>▪ Éliminer les subventions aux exportations en agriculture, permet d'avoir un climat plus prévisible et transparent</li> </ul>	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>Permettre l'élargissement de l'accord par l'adhésion éventuelle d'autres pays</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disposition qui permet au gouvernement néo-zélandais d'exclure les contestations sur la base du ISDS pour les mesures concernant la lutte antitabac</li> </ul>	<p>Première ministre Jacinda Ardern (26 octobre 2017) du parti Travailliste</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A récemment dû modifier une nouvelle loi concernant le contrôle des prix dans le domaine de l'immobilier et sur l'achat de maison à l'étranger pour se conformer aux exigences de PTP et éviter de réouvrir la négociation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accès aux marchés canadien, mexicain et japonais pour les produits laitiers par l'augmentation des quotas permis -&gt; gains importants en raison de la clause protective habituelle de ces marchés</li> <li>La baisse des tarifs accordée dans le PTP pourrait entraîner une hausse de la compétitivité pour les industries locales particulièrement pour le textile, la machinerie, le bois et les produits dérivés du bois, l'aluminium, acier et le fer</li> </ul> <p><u>Accès au marché des services</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation du commerce des services n raison de la réduction de plusieurs barrières au commerce</li> <li>Améliorer l'accès et la protection aux investissements/investisseurs</li> </ul>	
<b>Pérou</b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Souhaite revoir les dispositions relatives à l'application des droits d'auteurs</li> <li>Exigera une modification des dispositions relatives au ISDS pour y incorporer des dispositions qui protégeraient davantage le gouvernement péruvien contre les requêtes des puissantes entreprises.</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le nouveau président Pedro Kuczynski veut aller de l'avant avec la libéralisation et l'expansion de l'économie péruvienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conservation de l'accès préférentiel au marché américain (ALE)</li> <li>Hausse de la valeur du PIB réel de -0,018% à 0,020%</li> <li>Augmentation des exportations vers les pays PTP de -0,38% à 0,34%</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'accès aux marchés agricoles très protégés du Japon, du Canada et de la Malaisie</li> <li>A profité du dernier sommet de l'APEC pour négocier en marge un accord de libre-échange avec l'Australie. Cela serait particulièrement bénéfique pour l'industrie du sucre, pour les producteurs agricoles et les firmes de services miniers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Possibilité de faire face à une augmentation des prix des médicaments en raison de la difficulté pour les médicaments génériques de pénétrer sur le marché</li> <li>Imposition du Viêt Nam comme concurrent dans l'industrie du textile</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Désir particulièrement obtenir un accès aux marchés australiens et nouveau-zélandais;</li> </ul>				
<b>Singapour</b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Soutient l'entrée en vigueur du PTP à 11 sous sa forme originale</li> <li>▪ Conserver l'accès préférentiel pour les exportations américaines sur les marchés asiatiques (présence de <i>AmCham Singapore</i> qui est la Chambre de commerce américaine la plus importante de l'Asie du Sud-Est)</li> </ul> <p><u>Avec le PTPGP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Accéder aux marchés canadiens et mexicains avec lesquels ils n'ont pas d'accords de libre-échange</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le PTP offrirait le meilleur cadre commercial et le plus stratégique qui veillerait aux intérêts des entreprises américaines malgré l'absence des États-Unis dans l'accord</li> </ul>	
<b>Viêt Nam</b>	<p><u>Pour la renégociation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Voudra renégocier certains tarifs douaniers puisqu'il avait consenti à d'importantes concessions en échange d'un accès au marché américain (particulièrement dans le secteur du textile)</li> <li>▪ Militera pour suspendre les dispositions autour des données pharmaceutiques contenues dans le chapitre de la propriété intellectuelle</li> <li>▪ Le ministre des affaires étrangères Bui Thanh Son souhaite signer un accord amendé au sommet de l'APEC de novembre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Obtenir une gouvernance de l'économie plus transparente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Perte de l'opportunité de développer une relation commerciale privilégiée avec les États-Unis</li> <li>▪ Diminution du pourcentage des exportations vers les pays du PTP (11,99% à 6,83%)</li> <li>▪ Chute de la valeur réelle du PIB de 1,896% à 0,480%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Sans la présence des États-Unis, le Viêt Nam semble vouloir accorder davantage d'attention au récent accord signé avec l'Union européenne (EVFTA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Chaîne d'approvisionnement (particulièrement pour le textile) dépend fortement de la Chine en raison des intrants offerts à des prix concurrentiels</li> <li>▪ Viêt Nam reste insatisfait des procédures concernant la règle d'origine qui l'empêcherait de bénéficier des réductions tarifaires, voire de l'élimination de tarifs prévus dans le PTP</li> </ul>

	<u>Avec le PTPGP</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réduire sa dépendance économique avec la Chine</li> </ul>				
--	---	--	--	--	--

\*Selon les calculs du *Peterson Institute for International Economics*, un PTP à 11 engendrerait des retombées de 147 milliard \$US annuellement.

### **D'autres options à envisager pour le Canada afin de renforcer les liens économiques avec l'Asie-Pacifique**

- Un PTP à 16

Selon les pourparlers, une expansion du PTP à 16 membres, incluant l'Indonésie, la Corée, les Philippines, la Thaïlande et Taiwan deviendrait une option de plus en plus envisageable. Le *Peterson Institute for International Economics* estime qu'avec l'inclusion de cinq nouveaux membres, les pays du PTP-16 enregistreraient des gains de 486 milliard \$US par année, soit le triple d'avec un PTP-11. Les principaux bénéficiaires seraient le Japon, la Corée et Taiwan (augmentation du PIB réel de 7,8%) puisqu'ils ont des économies industrialisées qui ne bénéficient pas d'accords commerciaux entre eux à l'heure actuelle.

- Un accord de libre-échange avec l'Alliance du Pacifique

Initiative lancée en 2011 par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou, l'Alliance du Pacifique a comme objectif de dynamiser le commerce et de stimuler la croissance économique de ces pays en plus de soutenir l'élargissement des relations commerciales dans la région de l'Asie-Pacifique. L'Alliance du Pacifique représente un marché important pour le Canada en raison du PIB brut combiné de 2,3 billions de dollars qui regroupe plus de 220 millions d'habitants. Membre observateur depuis 2012, puis devenu membre invité en juin 2017, le Canada a récemment pris l'initiative d'entamer les négociations pour l'élaboration d'un accord de libre-échange avec l'Alliance du Pacifique. Le premier round s'est tenu du 23 au 27 octobre dernier à Cali, en Colombie. Un tel accord permettrait au Canada de simplifier les relations commerciales déjà existantes avec ces pays et de promouvoir son programme commercial plus progressiste auprès des marchés émergents.

- Des études sur la faisabilité d'un accord de libre-échange avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Après 40 ans de discussion entre le Canada et les pays de l'ANASE autour d'une relation commerciale, les deux partis ont fait un pas de l'avant en amorçant des études de faisabilité pour un éventuel accord de libre-échange bilatéral. Réunis à Toronto du 26 au 28 octobre dernier, les représentants de chaque parti ont amorcé les discussions pour cibler les secteurs de coopération qui auraient des retombées positives pour tous. Du côté asiatique, on met l'accent sur le développement d'une coopération dans les domaines du commerce, de l'éducation et du développement des infrastructures. Du côté canadien, les entreprises se sont montrées favorables à l'élargissement des relations commerciales avec l'Asie du Sud-Est qui seraient bénéfiques à la fois pour les secteurs privé et public. Toutefois, le Canada semble attendre que les pays de l'ANASE fassent davantage preuve de leur potentiel, de leurs forces et de leur capacité à promouvoir des liens de coopération économiques avant de concrétiser un éventuel accord commercial bilatéral.

Il est à noter que le 6 août dernier, la ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland a annoncé que le Canada investirait 10 millions \$CAD dans un programme de bourses sur cinq ans pour favoriser la venue au Canada des étudiants post-secondaire de l'Asie du Sud-Est.

## RÉFÉRENCES

- Aidzil, Hazlyn. « AmCham Singapore Voices Support for TPP-11; Even without U.S. Government, Most Strategic Trade Framework for U.S. Businesses ». *PR Newswire* (Singapour), 25 août 2017.
- Arnaud, Régis. « Onze pays du Pacifique ravivent le traité boudé par Trump ». *Le Figaro Économie* (Paris), 2 novembre 2017, p. 21.
- « ASEAN/Canada: Canada announces new scholarship programme for ASEAN », *Thai News Service* (Hanoi), 5 octobre 2017.
- The Associated Press. « Official: Vietnam hoping for revised Pacific Rim trade pact ». *The Canadian Press* (Hanoi), 2 novembre 2017.
- Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Partnership (TPP) Agreement Ministerial Statement*. Hanoi: Department of Foreign Affairs and Trade, 21 mai 2017.
- Australian Government, Department of Foreign Affairs and Trade. *TPP outcomes at a glance*. Barton: Department of Foreign Affairs and Trade, 8 décembre 2016.
- Brunéi Darussalam, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Strategic Economic Partnership*. En ligne. <<http://www.mofat.gov.bn/Pages/Trans-Pacific-Strategic-Economic-Partnership.aspx>>. Consulté le 20 octobre 2017.
- Cahiles-Magkilat, Bernie. « ASEAN, Canada agree to start exploratory FTA talks ». *Manila Bulletin* (Manille), 9 septembre 2017.
- Canada, Affaires mondiales Canada, Bureau de l'économiste en chef. *Répercussions économiques de la participation du Canada à l'Accord du Partenariat transpacifique*. Ottawa : Affaires mondiales Canada.
- Canada, Affaires mondiales Canada, *Le Canada lance des négociations destinées à renforcer son partenariat commercial avec l'Alliance du Pacifique*. Communiqué de presse (22 octobre 2017). Ottawa : Affaires mondiales Canada.
- Chandran, Nyshka et Akiko Fujita. « Japanese PM Abe says it is his 'strong wish' that the US returns to the TPP ». *Asia One* (Singapour), 16 mai 2017.
- Ciuriak, Dan, Ali Dadkhah, et Jingliang Xiao. « Quantifying the TPP Without the United States ». *Ciuriak Consulting*. En ligne. (25 mai 2017). <<https://ssrn.com/abstract=2973995>>. Consulté le 9 octobre 2017, p. 18.
- Cooper, William H. et Mark E. Manyin. « Japan joins the Trans-Pacific Partnership: What are the implications ? » *Congressional Research Service*. En ligne (13 août 2013). <[www.crs.gov](http://www.crs.gov)>. Consulté le 24 octobre 2017.
- Dade, Carlo, Dan Ciuriak, Ali Dadkhah et Jingliang Xiao. « The Art of the Trade Deal: Quantifying the Benefits of A TPP Without the United States ». *Canada West Foundation Trade and Investment Centre*. En ligne. (13 juin 2017). <<https://ssrn.com/abstract=2985355>>. Consulté le 6 octobre 2017.4

- Deardorff, Alan. « Trade Implications of the Trans-Pacific Partnership for ASEAN and Other Asian Countries ». *Asian Development Review*, vol. 31, no 2 (septembre 2014), p. 1-20.
- Desrosiers, Éric. « Les négociations pour un PTP sans les États-Unis avancent à grands pas ». *Le Devoir* (Montréal), Actualités économiques, 2 novembre 2017.
- Economic Commission for Latin America and the Caribbean. *Trans-Pacific Partnership (TPP) Presents Opportunities and Risks for the Region's Countries*. Santiago de Chile: Organisation des Nations unies, 3 décembre 2015.
- Frohmann, Alicia et Manfred Wilhelmy. « Chile: A Bridge to Asia? ». Chap. In *Latin America and the Asian Giants : Evolving Ties with China and India*, p. 227-250. Brookings Institution Press, 2016, p. 236.
- Garcia, Jordy. « Peru Hosts APEC Summit – Analysis ». *Eurasia Review*, 18 décembre 2016.
- Gouvernement du Canada. *Le Canada et l'Alliance Pacifique*. En ligne. <[http://www.international.gc.ca/world-monde/international\\_relations-relations\\_internationales/pacific\\_alliance-alliance\\_pacifique/index.aspx?lang=fra](http://www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/pacific_alliance-alliance_pacifique/index.aspx?lang=fra)>. Consulté le 7 novembre 2017.
- Hall Findlay, Martha. « A TPP without the United States would be a better deal for Canada », *The Globe and Mail* (Toronto), 22 septembre 2017, B.4.
- Hamada, Koichi. «The Rebirth of the TPP ». *The Project Syndicate* (Tokyo), 29 juin 2017.
- Hamzah, Siti Radziah. « Malaysia to consider FTA with US if TPPA does not materialise, says Najib ». *Bernama Daily Malaysian News* (Kuala Lumpur), 30 octobre 2017.
- Holmes, Olivier. « Trans-Pacific trade pact revived despite Trump withdrawal ». *The Guardian* (Londres), 11 novembre 2017.
- Hồng Nhung, Phan. « ASEAN, Canada boast huge cooperation potential ». *The Vietnam News Agency* (Hanoi), 29 octobre 2017.
- Kappler, Maija. « Canada, 10 other countries to move on with new TPP after U.S. withdrawal ». *The Globe and Mail* (Toronto), 21 mai 2017.
- Kyodo, « Pacific Trade Advances Without The U.S ». *Japan Economic Newswire* (Tokyo), 6 octobre 2017.
- Kyodo, « TPP chief negotiators meet to hash out deal with or without U.S. ». *The Japan Times* (Tokyo), 12 juillet 2017, Business.
- Kyodo. « 11 TPP states nearing agreement on pact without U.S. next week ». *Japan Economics Newswire* (Tokyo), 1<sup>er</sup> novembre 2017.
- Monasterio, Erik. « TPP-11: Prime Minister Jacinda Ardern urged to protect health in TPPA negotiations ». *LiveNews* (Auckland), 3 novembre 2017.
- New Zealand, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Partnership: National Interest Analysis*. Wellington: Ministry of Foreign Affairs and Trade, 25 janvier 2016.
- New Zealand, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Partnership: Overview*. Wellington: Ministry of Foreign Affairs and Trade.

- New Zealand, Ministry of Foreign Affairs and Trade. *Trans-Pacific Partnership Top 10 Fact sheet*. Wellington: Ministry of Foreign Affairs and Trade.
- Obe, Mitsuru. « TPP Deal Expected to Shake Up Japan's Agriculture Sector ». *The Wall Street Journal* (New York), 6 octobre 2015.
- Petri, Peter A., Michael G. Plummer, Shujiro Urata et Fan Zhai. « Going It Alone in the Asia-Pacific: Regional Trade Agreements Without the United States ». *Peterson Institute for International Economics: Working paper 17-10*. En ligne (octobre 2017). <[https://piie.com/publications/working-papers/going-it-alone-asia-pacific-regional-trade-agreements-without-united?utm\\_source=update-newsletter&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=2017-10-19](https://piie.com/publications/working-papers/going-it-alone-asia-pacific-regional-trade-agreements-without-united?utm_source=update-newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=2017-10-19)>. Consulté le 20 octobre 2017.
- Reuters, «TPP countries agree to keep trade deal alive despite US rejection ». *Tuoi Tre News* (Ho Chi Minh City), 21 mai 2017, Business.
- Reuters, «Without United States, 11 Nations in TPP Inch Closer to a Deal ». *Jakarta Globe* (Tokyo), 22 septembre 2017.
- Rousseau, Yann. « Onze pays tentent de ressusciter le TPP sans les Etats-Unis ». *Les Échos*, 31 octobre 2017, p. 8.
- Todgham Cherniak, Cyndee. « Global Affairs Canada Consulting Canadians on TPP-1 ». *Blogs – Law*, 2 octobre 2017.
- Todo, Yasuyuki. « Policy Update 048 : Estimating the TPP's Expected Growth Effects ». *Research Institute of Economy, Trade and Industry*. En ligne (9 avril 2013). <<http://www.rieti.go.jp/en/special/policy-update/048.html>>. Consulté le 1<sup>er</sup> novembre 2017.
- Tuoi Tre News, « With TPP dead, Vietnam should focus on FTA with EU: EuroCham ». *Tuoi Tre News* (Ho Chi Minh City), 10 février 2017, Business.
- Vu, Truong-Minh et Nguyen Nhat-Anh. « The Potential of the TPP for Vietnam ». *The Diplomat* (Tokyo), 4 septembre 2014.
- Vu, Truong-Minh et Nguyen Nhat-Anh. « Vietnam Debates the TPP: What the United States Should Know ». *CogitASIA*, 24 septembre 2014.
- Vu, Truong-Minh. « Vietnam, President Trump and the TPP ». *Yusof Ishak Institute*. En ligne. (3 février 2017). <<https://www.iseas.edu.sg/medias/commentaries/item/4851-vietnam-president-trump-and-the-tpp-a-commentary-by-truongminh-vu->>. Consulté le 3 octobre 2017.
- The Yomiuri Shimbun, « TPP talks began in Japan without US ». *The Japan News* (Tokyo), 13 juillet 2017.
- Young, Audrey. « Govt optimistic that TPP minus the US will get green light in November ». *The New Zealand Herald* (Auckland), 17 août 2017, Business.
- Young, Audrey. «TPP ministers meet in Hanoi to agree on a plan and timetable for decisions by leaders ». *The New Zealand Herald* (Auckland), 21 mai 2017, Business.